

Atelier-Débat des entreprises

5 mars 2019

Synthèse

La fiscalité et les dépenses publiques

Transparence de la dépense publique	
Constat	Proposition
<p>Pas assez de transparence sur la dépense publique. Les Français bénéficient de beaucoup de prestations mais ne s'en rendent pas compte.</p>	<p>Responsabiliser tout le monde en montrant ce que la dépense publique prend en charge et pour qui (ex : tiers payant, dépenses de santé).</p>

Les retraites	
Constat	Proposition
<p>Inéquité de traitement concernant les montants de retraite de certains, des niveaux indécents dans la haute fonction publique (hauts fonctionnaires, anciens présidents, etc.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de souci pour que les retraités payent mais tous doivent payer équitablement et proportionnellement. - Harmoniser les régimes.

Efficienc e de la dépense publique	
Constat	Proposition
<p>La dépense publique ne cesse d'augmenter et est l'une des plus élevées des pays développés. L'entreprise est taxée tout au long de sa vie, notamment lors de la transmission de la société : la fiscalité n'est pas adaptée et vu l'instabilité fiscale, il est très difficile de prévoir en amont les modalités de la transmission. Cette pression fiscale, notamment sur les petites entreprises, est contre-productive.</p>	<p>Arrêter d'augmenter la taxation des particuliers et des entreprises mais s'attaquer à la dépense publique et à notamment à son efficacité : il n'y a pas forcément trop de fonctionnaires en France mais il faut baisser les coûts de gestion et améliorer l'efficacité de chaque € de dépense publique, comme le font les entreprises dans leur gestion.</p>

Transfert de compétences aux entreprises

Constat	Proposition
<p>Les petites entreprises sont la force vive du pays (95 % du tissu productif français est constitué de TPE) mais l'Etat transfère de plus en plus ses missions aux entreprises, avec des surcoûts associés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Face à la crise des gilets jaunes, l'Etat a demandé aux entreprises d'ouvrir le porte-monnaie, - Avec le PAS, les entreprises deviennent les percepteurs pour le compte de l'Etat, - Obligation pour les entreprises de faire un bulletin clarifié mais de faire également le bulletin complet en cas de contrôle : toujours plus de travail pour les entreprises - Les professionnels de l'automobile font les cartes grises.... 	<ul style="list-style-type: none"> - Prélèvement unique de 45 % sur la masse salariale, charge ensuite aux services de l'Etat de faire les calculs. - Plus de transfert de compétence aux entreprises, ou alors contre allègements fiscaux.

Instabilité fiscale

Constat	Proposition
<p>Les entreprises font face à l'instabilité fiscales avec de nouvelles mesures chaque année et contre-productives.</p>	<p>L'Etat ne touche plus à la fiscalité pendant 5 ans pour apporter un peu de stabilité et de vision aux chefs d'entreprise.</p>

Organisation de l'Etat et ses services publics

Inadéquation des formations au marché du travail	
Constat	Proposition
<p>L'Education Nationale amène des générations entières au Bac puis à l'Université sans adéquation au marché de l'emploi. La formation des jeunes n'est pas adaptée aux besoins des entreprises. L'apprentissage est dénigré en France.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre plus de moyens pour le développement de l'apprentissage et la valorisation de l'apprentissage auprès des jeunes et des parents. - Faire évoluer l'Education Nationale afin d'amener sur le marché du travail des jeunes en adéquation avec les besoins des entreprises.

Complexité et sur-règlementation	
Constat	Proposition
<p>Les entreprises françaises font face à la complexité de l'administration et à la sur-règlementation : le tissu économique français est essentiellement constitué de TPE, qui sont pénalisées par la complexité des règlementations, et ne sont pas armées comme les grands groupes internationaux. C'est vrai dans beaucoup de domaines, notamment les marchés publics.</p> <p>Même chose pour les habilitations et certifications des artisans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En 2004, un chauffagiste avait besoin d'une qualification ; aujourd'hui, il lui en faut 7 pour pouvoir exercer son métier. Il faut aussi payer les agréments : c'est du temps, de l'argent et de la complexité que les TPE et PME ne peuvent pas assumer. - On demande aux chefs d'entreprise toujours plus de qualifications, et donc de formations et, dans le même temps, on supprime les financements des formations pour les dirigeants TNS. <p>Les derniers décrets relatifs à la paye sont tombés le 25 janvier avec un impact sur la paye au 31 janvier.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter de la simplification (et non de la complexité et des surcoûts) dans le quotidien de l'entreprise. - Rétablir une relation de confiance avec les entreprises.



<p>Globalement, les entreprises ont le sentiment d'avoir toujours l'administration contre elles et d'entretenir avec l'Etat une relation basée sur le contrôle et la sanction et non sur l'aide et l'accompagnement.</p>	
--	--

L'achat public

Constat	Proposition
<p>Les achats de l'Etat et des collectivités favorisent les grands groupes au détriment des entreprises locales, qui paient pourtant leurs impôts localement. Avec le système des critères prix et valeur technique, on achète le moins-disant mais pas la meilleure prestation.</p> <p>Exemple de la maintenance des ascenseurs : avec la fusion des régions, les marchés des collectivités et administrations publiques sont passés à l'échelle territoriale de la grande région Occitanie : or seuls les opérateurs nationaux sont en capacité d'assurer un marché sur un territoire aussi étendu.</p> <p>L'entreprise locale perd donc l'ensemble des marchés des acteurs publics de son département.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut refondre le code des marchés publics afin d'assurer la même égalité de traitement à tous les soumissionnaires, grands ou petits, locaux ou nationaux. - Il faut introduire des critères obligatoires qui favorisent la proximité (ex : bilan carbone) et obliger les collectivités à travailler en circuits courts pour leurs achats. - Il faut allouer davantage les marchés, notamment géographiquement - Remettre du bon sens.

Efficacité de l'administration

Constat	Proposition
<p>L'administration manque d'efficacité, les fonctionnaires ne sont pas trop nombreux mais mal répartis entre les différentes fonctions publiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il faut évaluer l'efficacité du système public et supprimer les entités qui n'ont pas prouvé leur efficacité. - Il faut faciliter la mobilité des fonctionnaires entre les différentes administrations et fonctions publiques. - Il faut revoir le mode de rémunération des fonctionnaires.

Proximité et décentralisation	
Constat	Proposition
Les services publics disparaissent dans les territoires ruraux alors que la mobilité y est la plus difficile. La décentralisation et la proximité des services publics est nécessaire en milieu rural.	C'est l'échelon communal qui est l'échelon de proximité indispensable. Certains services publics devraient être accessibles dans les mairies des territoires ruraux, notamment pour les personnes âgées, personnes non mobiles, etc.

La transition écologique

La double peine pour les territoires ruraux	
Constat	Proposition
<p>L'absence d'infrastructures de transports et l'enclavement géographique pénalisent commercialement les entreprises à cause du prix du transport.</p> <p>Le Gers est le seul département en France à ne pas être relié à la métropole voisine par une deux fois deux voies.</p> <p>88 % des salariés gersois se rendent au travail en voiture et 45 % des ménages gersois ont deux véhicules ou plus.</p> <p>Les départements les plus pauvres sont ceux qui sont le plus équipés en diesel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Il faudrait des aides / primes différenciées selon la typologie des territoires, pour ne pas pénaliser encore les territoires ruraux et leurs habitants. - La taxation sur le carbone pénalise les territoires ruraux et avant tout leurs habitants. Il faudrait taxer le transport aérien, maritime et containers plutôt que le véhicule diesel du salarié gersois qui n'a pas d'autre choix que d'utiliser la voiture pour se rendre à son travail.

La vision de l'Etat pour le développement durable du territoire	
Constat	Proposition
<p>Manque de vision de l'Etat dans tous les domaines, et notamment dans le développement durable : les dispositifs, aides, annonces coup de poing partent dans tous les sens, favorisent du business à court terme mais ne contribuent pas au développement durable de notre pays (exemple : on encourage l'hybridation et l'électrification des véhicules mais on ne réfléchit pas à l'énergie et les ressources nécessaires pour recharger tous ces véhicules ni à la problématique du retraitement des batteries. Le dispositif « chaudière à 1 € » ne profite qu'aux grosses industries : seuls les gros énergéticiens pourront répondre. Les TPE locales pourront au mieux être sous-traitantes).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fixer une stratégie développement durable ambitieuse, pertinente et pérenne. - Arrêter les mesures à court terme. - Développer l'énergie solaire.

Autres sujets

Code du travail	
Constat	Proposition
<p>Le code du travail est trop complexe et n'est plus adapté à la réalité des entreprises. Idem pour les supports contractuels (CDI, taxation des contrats courts, etc.).</p>	<p>- Simplifier et faire évoluer le code du travail pour faciliter la relation de travail, aider les entreprises à se développer et responsabiliser les salariés.</p>

Valeur du travail	
Constat	Proposition
<p>La valeur du travail a été détériorée suite à la loi sur les 35 heures.</p> <p>Les mentalités et la relation au travail ont changé. Il y a moins de passion et d'implication pour le travail.</p> <p>Le chef d'entreprise est isolé. Les entreprises préfèrent désormais embaucher un savoir-être et former ensuite la personne en interne, en cohérence avec son métier et ses valeurs.</p>	<p>- Responsabiliser davantage les demandeurs d'emploi, valoriser la valeur travail, accompagner les chefs d'entreprise pour faire connaître leurs métiers et encourager financièrement la formation interne.</p>